

INDE

Deccan Development Society

Inverser le flux d'informations
Formation des femmes à la vidéo
"Nous avons besoin d'un média à nous"
L'exploitation et la discrimination des Dalits
La vidéo comme soutien aux programmes d'irrigation
Parler des problèmes des femmes dans les campagnes
Un projet de radio

Sept femmes illettrées de la campagne, âgées de 18 à 32 ans, se servent de la vidéo pour relater leurs vies et leurs problèmes au monde extérieur. Elles affirment leur spécificité par rapport aux films de cinéastes plus cultivés. *"Vous sélectionnez ce que vous filmez. Nous connaissons simplement nos histoires"*, disent elles. Les reportages des villages de l'Andhra Pradesh, dans le sud de l'Inde, sont diffusés par la télévision publique Doordarshan et par une chaîne privée d'informations, E-TV. Ces femmes ont suivi une formation de la Deccan Development Society, une ONG active dans le domaine des droits des femmes démunies et pour une agriculture plus solidaire. La DDS travaille depuis 16 ans dans ces villages d'une des régions les plus pauvres de l'Inde.

Inverser le flux d'informations

ZAHEERABAD. L'année passée, des inondations subites dans ces villages semi-arides, parmi les plus pauvres de l'Inde, ont emporté les récoltes sur pied de milliers de paysans. Les pluies ont anéanti les champs de céréales mûres (jowar et bajra). Ce sont des femmes illettrées de la région qui, les premières, ont relaté à la télévision les conséquences dévastatrices de la catastrophe pour ces misérables.

Sept femmes âgées de 18 à 32 ans avaient suivi une formation pour utiliser la vidéo afin de mettre en images leurs vies et leurs problèmes directement pour la télévision. L'une d'elles, les chevilles dans l'eau, témoignait au monde comment la plupart des paysans des villages comme le sien voyaient leurs vies ruinées. La diffusion en "prime-time" sur une télévision publique et sur une chaîne privée fut brève mais poignante.

"Nous sommes de la campagne, nous connaissons les problèmes. Nous savons ce que la perte des récoltes signifie et ce que les femmes veulent dire. Quand nous parlons aux gens cultivés dans notre langage, ils le traduisent aussitôt dans le leur. Comme notre langage est celui des gens à qui nous nous adressons, c'est celui que nous utilisons pour la vidéo", dit une de ces femmes.

Laxamma, Mollamma, Punyamma, Kavitha, Sakuntala, Chinna Narsamma et Manjulla viennent de villages de l'état d'Andhra Pradesh, au sud de l'Inde. Equipées de caméras numériques et de matériel vidéo, elles ont inversé le flux d'informations, des illettrés aux

lettrés, des pauvres de la campagne aux riches des villes. Sans complexe, elles racontent leurs existences et leurs problèmes au monde extérieur.

Toutes les sept proviennent de villages du district de Medak, une des régions les plus pauvres et les plus arides du pays, où les récoltes dépendent des pluies. Les pluies de la mousson viennent-elles à manquer une année, ce qui est souvent le cas, et même les récoltes des riches sont anéanties. Pour les pauvres qui, dans leur majorité, sont ouvriers agricoles des propriétaires, la vie est pire encore. Leurs enfants sont également employés aux champs. Il existe des écoles dans les campagnes mais l'éducation est un luxe, surtout pour les filles qui, très tôt, s'occupent des autres enfants et aident leur mère aux travaux de ménage ou aux champs.

Formation des femmes à la vidéo

Voici 16 ans que l'ONG Deccan Development Society (DDS) s'est établie dans le village de Pastapur, à cinq kilomètres de Zaheerabad, pour intervenir en faveur du droit des femmes démunies et pour un meilleur contrôle de l'agriculture. Au fil du temps, la DDS s'est étendue dans 75 villages et a créé des "shangams". Le "shangam" est une association volontaire de femmes démunies qui ont réussi à affirmer leurs droits dans les travaux agricoles en organisant et en contrôlant un système de distribution alternatif et en développant d'autres activités, comme le reboisement des terres.

L'initiative des sept "Femmes Vidéastes de la DDS" fut initiée grâce à une assistance du programme de l'Unesco "Apprendre Sans Frontières". Depuis le 21 janvier 1998, elles ont suivi une formation en vidéo et en technique de communication avec P.V.Sateesh, cinéaste et directeur de projet au DDS et avec Vijendra Patil, un réalisateur invité de Pune, dans l'Inde occidentale.

La formation consiste en huit ateliers, chacun de quatre jours. Ce rythme convient le mieux à ces femmes dont la plupart travaillent aux champs en plus de leurs responsabilités familiales, bien qu'un choix délibéré eut retenu les seules mères célibataires. Du fait du caractère saisonnier des travaux agricoles sur des terres dépendant des pluies, la DDS avait veillé à ce que le travail de formation n'empiète pas sur les cycles d'ensemencement, de sarclage ou de récolte qui représentent les périodes d'emploi pour les ouvriers agricoles.

Avant la fin de l'année, les "femmes vidéastes" maîtrisaient les caméras, évaluaient les prises de vues et travaillaient à la table de montage. En février 1999, elles étaient parmi les invités à New Delhi d'une conférence de l'Association Internationale des Femmes de l'audiovisuel et le film documentaire sur leur processus de formation reçut un accueil enthousiaste.

"Les gens cultivés font des films très différents de ceux réalisés par des illettrés. Ceux-ci viennent avec une structure préétablie - plan moyen, plan long... Avant d'arriver, ils savent ce qu'ils vont dire. Ils prennent quelques plans et s'en vont. Nous ne sommes pas lettrées, nous ne savons pas écrire ou planifier. Quand ils arrivent au village, ils parlent la langue des gens cultivés. Quand des illettrés sont en rapport avec eux, ils s'expriment peu. Beaucoup pensent que cela ne vaut pas la peine d'être dit. Mais quand ils nous parlent à nous, ils s'expriment sans retenue", expliquent elles.

"Nous avons besoin d'un média à nous"

"Avec la vidéo, nous pouvons nous exprimer nous-mêmes. Quand des gens de l'extérieur font des films sur nous, ils ne comprennent pas les sentiments que nous exprimons. Ils filment selon leurs critères. Mais nous connaissons nos histoires".

La chaîne publique Doordarshan comme la chaîne privée E-TV (1), dépendante du plus important journal de l'état, ont donné leur accord de principe pour diffuser au moins trois

reportages par mois des "Femmes Vidéastes de la DDS". Même si les termes de l'accord n'étaient pas tous définis, il ne subsiste aucun doute quant à la bonne volonté de ces chaînes à l'égard de l'accord proposé. *"Peut-être ne savent-elles ni lire ni écrire, mais pour l'aspect technique, ce sont des professionnelles"*, déclare Vasuki Beladavi, ex-producteur d'infos à E-TV, qui donne le feu vert aux émissions avant leur diffusion.

La vidéo communautaire représente-t-elle une alternative à l'instruction, en tant que moyen de communication ? Les femmes sont maintenant persuadées d'être à même de communiquer avec le monde extérieur. *"Nous voudrions que nos problèmes soient connus à l'extérieur. Quand des gens importants du gouvernement viennent dans nos villages, nous voudrions enregistrer ce qu'ils nous disent et le garder comme document"*.

Grâce à la caméra, le groupe a gagné une certaine reconnaissance dans la communauté, ce qui lui permet de mettre en images les problématiques communes. Un des films les plus diffusés traite des "Balwadis", un réseau de crèches soutenues par la DDS et gérées par les membres des "sanghams" qui permet de ne pas emmener les enfants dans les champs et les laisser toute la journée sous le soleil brûlant pendant que les femmes travaillent (2). Le documentaire fut réalisé en dix jours avec deux caméras pour saisir une tranche de la vie quotidienne de ces femmes sans terre et tresser leurs différentes histoires autour du thème de la crèche gérée par le "sangham" où Sukumma envoie ses trois enfants. Une autre femme, bien qu'habitante le même village, ne peut se permettre d'y placer ses sept enfants qui manquent de soins et de nourriture. Le repas chaud de la crèche leur ferait le plus grand bien mais elle avoue, embarrassée, qu'elle ne peut pas payer les dix roupies demandées pour chaque enfant. Contrairement à la plupart des documentaires, il n'y a pas de plans sophistiqués ou de musique de fond. La caméra s'attarde à l'intérieur ou à l'extérieur des petites huttes de terre et de chaume pour enregistrer tout ce qui se passe dans ce cadre étroit. Les enfants vont et viennent, sans regard pour la caméra qui suit leurs mères fatiguées, car les femmes derrière la caméra ne sont pas des étrangères. *"Comme nous sommes d'ici, on peut parler à tout le monde. Nous montrons les gens simplement comme ils sont. Ils comprennent ce que nous voulons dire"*.

Il fallait apprendre à filmer en partant de rien et, selon Satheesh, ces étudiantes étaient parmi les meilleures qu'il ait jamais eues. *"Nous avons appris en observant. Au départ, nous n'avions jamais touché une caméra mais Monsieur Satheesh croyait que nous étions capables de maîtriser cet outil"*, dit Mollamma, âgée de 32 ans.

L'exploitation et la discrimination des Dalits

Dans l'Inde des castes, Mollamma et ses consœurs, nées en dehors du système hiérarchique et rigide des castes, ont acquis une compétence technique totalement étrangère à leur réalité sociale. Elles sont des "Dalits", des parasites qui vivaient à la périphérie des villages et qu'on empêchait même d'approcher les castes supérieures. Depuis 1947, dans l'Inde pré-indépendante, la constitution garantit à tous les indiens une égalité de statut et de droits mais la majorité des "Dalits" continue de subir l'exploitation et la discrimination par rapport aux castes supérieures qui dirigent le pays. Une sélection est censée permettre aux hommes et femmes "Dalits" de gravir l'échelle sociale, mais dans le district de Medak la situation n'a guère évolué. Le gouvernement a accordé à certains "Dalits" de petits lopins de terre qui restent inexploités. Mais incapables de réunir l'argent pour rendre leur terrain cultivable, ces nouveaux propriétaires travaillent de force sur les terres fertiles des riches fermiers à moins qu'ils n'émigrent vers les villes en quête de travail. De ce fait, les femmes sont souvent les chefs de famille des familles "Dalits" ; elles cultivent leur pauvre lopin et constituent une main-d'oeuvre abondante pour les riches cultivateurs.

Le mari de Mollamma, ouvrier agricole, est mort depuis huit ans. Depuis lors, elle vit dans le village de Ippapalli avec sa belle-famille. Ils ne possèdent aucune terre et travaillent au jour le jour mais ils ont recueilli Mollamma et ses deux filles dont ils ont marié l'aînée. *"Si j'avais été indépendante, je l'aurais laissée étudier et acquérir un savoir, plutôt que de la marier si tôt"*, dit la mère en larmes. *"Je n'accepterai pas cela pour ma cadette. Sa vie sera différente"*, ajoute la mère, déterminée. Des années d'association avec la DDS, d'abord comme membre du "sangham" dans son village d'Ippapalli, puis comme membre de l'équipe vidéo, ont décuplé sa confiance. Les "sanghams" sont au coeur des programmes de la DDS. Il s'agit ainsi de promouvoir une forme de crédit ou d'épargne afin d'octroyer de petits prêts aux femmes qui doivent faire face à des situations d'urgence occasionnées par les frais médicaux, les mariages des enfants ou les enterrements.

Aujourd'hui, les prêts des "sanghams" tournent autour de 4000 à 6000 roupies (le taux de change est de 43 roupies pour un dollar US) par membre, résultat de leurs épargnes et de subventions de DDS ou d'autres programmes sociaux gouvernementaux. Selon le rapport annuel de DDS pour 1998, ces trois dernières années, les "sanghams" ont constamment augmenté les fonds à leur disposition grâce à une épargne croissante.

La vidéo comme soutien aux programmes d'irrigation

La DDS a aussi soutenu ses membres à travers des programmes de développement axés sur le bétail et les semences ainsi qu'en empruntant des terres en jachère aux riches agriculteurs pour en faire bénéficier les pauvres du "sangham". Comme partout, les riches fermiers contrôlent les terres proches du village, les réservoirs d'eau, les plantes médicinales ainsi que les tamariniers abondants sur les sols fertiles. Aux pauvres, les surfaces rocheuses sur les crêtes couvertes de quelques centimètres de terre, emportés par les pluies ou l'érosion du vent. Depuis 1966, les femmes de "sanghams" de trois villages ont expérimenté avec succès des méthodes d'irrigation dans deux hameaux. Des terres stériles ont été converties en champs verdoyants cultivés avec des engrais organiques. Les femmes les ensemencent avec différentes céréales locales et des légumineuses, côte à côte, afin de s'assurer que la famille ne perde pas tout au cas où une culture échouerait.

Au mois d'août 1999, le programme d'irrigation fut analysé lors d'une réunion à Pastapur à laquelle assistaient d'autres ONG et des experts. Le documentaire des "Femmes Vidéastes" participait au processus d'information sur les expériences d'irrigation menées par de larges groupes de villageoises également présentes. Les caméras vidéos ont ainsi permis aux femmes de compléter par l'image les longs rapports des membres du DDS.

Sous l'impulsion de l'organisation INGRID, un projet va évaluer les tentatives d'irrigation menées par les paysans de Raichur, dans l'état voisin de Karnataka. *"Elles seront occupées toute l'année"*, dit Sathesh, instructeur itinérant pour les techniques de télévision, qui parle avec excitation de l'utilisation de la vidéo pour échanger partout dans le monde les initiatives communautaires. Ainsi une vidéo sur une campagne audacieuse menée par des pêcheurs traditionnels de la côte indienne contre la promotion de l'aquaculture, pourrait être d'un grand intérêt pour les pêcheurs tanzaniens confrontés à la menace récurrente des gros producteurs.

Parler des problèmes des femmes dans les campagnes

La DDS va bientôt lancer un programme pour associer, grâce à la vidéo, différents groupes actifs dans l'Asie du Sud-Est. A partir de novembre, des groupes d'étudiants se rendront à Pastapur, envoyés par différentes ONG (UBINIG, Local Initiative in Biological Information Research Development, Sri Lanka's Green Movement...). Ils visiteront chaque quartier

pendant 10 à 15 jours pour se familiariser aux techniques vidéo, durant une année. Les "Femmes Vidéastes" illettrées feront partie du staff de formation.

"La vidéo nous permet de contrôler les choses. Avant, lorsque survenait un événement quelconque, nous devions attendre que vous veniez filmer. Si vous ne veniez pas, il nous restait à attendre. Maintenant, nous filmons nous-mêmes et le diffusons". Les sujets qu'elles entendent développer concernent leurs vies. Mollamma, Punyamma et Laxmamma, qui sont chacune mariées, veulent parler des problèmes des femmes qu'elles partagent avec leurs soeurs rurales. Elles décrivent comment les femmes des villages sont condamnées à la pauvreté par leurs maris, accablées par des grossesses répétées, exploitées sexuellement, abandonnées ou torturées par leurs maris dans une société essentiellement patriarcale. Punyamma confie que son mari la battait jusqu'au sang parce que la dot ou le prix payé par ses parents pour l'épouser n'était pas suffisant. Quand la situation est devenue intolérable, elle s'est enfuie et est retournée à la maison de sa mère. *"Ils étaient très pauvres et ne pouvaient se permettre de me faire vivre moi et mes deux enfants"*. Son mari s'est immédiatement remarié, profitant de la dot d'une autre famille pauvre. *"Nous les femmes, nous souffrons tout le temps. Les hommes font ce qu'ils veulent et s'en sortent ainsi"*.

"Le refuge des femmes géré par la DDS est une chose étrange dans cette Inde rurale, mais, chaque mois, quatre femmes au moins viennent y chercher de l'aide", dit Padma, membre de la DDS depuis plus de dix ans et responsable du programme des femmes. Smita, âgée de 16 ans, est la plus jeune. Mariée à la puberté, elle s'est enfuie quand son mari violent se mit à l'accuser d'adultère avec tout homme qui la regardait. Ses parents, incapables de contrer la rumeur qui suivit sa fuite, l'ont envoyée au refuge DDS où elle vit et termine ses études dans l'école adjointe, Pachha Saale ou Green School. On y promeut une instruction non formelle pour les enfants "Dalits" de plus de dix ans qui sont marginalisés ou n'ont jamais eu de scolarité.. Les enfants ont le choix entre la menuiserie, la poterie, l'agriculture biologique ou les plantes médicinales. La prochaine génération de vidéastes ou de techniciennes radio -un autre projet de la DDS - pourra suivre une formation précoce à l'école. Ce projet, comme bien d'autres, bénéficiera de subsides humanitaires étrangers provenant de Christian Aid ou de German GTZ.

"Il y a des histoires que nous devons raconter", répète Punyamma qui se bat pour survivre avec son travail à la ferme, son petit pécule octroyé par le DDS quand elle travaille au tournage ou au montage de films, ou encore la vente de lait provenant des deux buffles qu'elle possède. Elle vit à l'extrémité d'un bâtiment du DDS, près de Zaheerabad, après avoir placé ses deux filles dans un établissement social de l'état où elle dit qu'elles sont heureuses et bien traitées. *"La vie est meilleure sans mari"*, dit-elle en riant.

Sa consoeur du groupe vidéo, Laxmamma, âgée de 28 ans, fut abandonnée par son mari remarié depuis lors. Cela fait dix ans qu'elle poursuit son mari devant la justice pour obtenir une pension pour son enfant et l'avocat lui revient très cher. Elle dit que son mari a probablement acheté son avocat car aucun progrès n'est enregistré. Elle doit donc tout assumer et entretient même ses vieux parents avec lesquels elle vit dans le village de Humnapur, à 35 kms de Pastapur. Sa seule source de revenu était le travail à la ferme où elle gagne 12 roupies par jour, du moins quand il y a du travail. Jusqu'au jour où le "sangham" dont elle était membre, lui a proposé de s'occuper d'un terrain social reboisé.

Elle gagne un peu plus en tant que membre de l'équipe vidéo de la DDS. En juin de cette année, elles ont obtenu leur premier contrat indépendant, représentant 50.000 roupies, pour couvrir la convention de la Gandhi Peace Foundation dans la capitale d'état Hyderabad, à 90 km à l'est. *"Au lieu de les alphabétiser envers et contre tout, la vidéo peut représenter pour elles un moyen d'expression très concret"*, affirme Rukmini Rao, présidente de la DDS.

Un projet de radio

Parallèlement, la DDS prévoit un projet de radio FM à faible coût subsidié par le programme de l'Unesco "Les Femmes parlent aux femmes" et capable de fonctionner avec la technologie des cassettes audio. L'émetteur de 100 watts permet une diffusion dans un rayon de 30 km mais le projet attend toujours l'aval du gouvernement qui n'a pas encore ouvert les ondes aux opérateurs privés dans les régions rurales. Entre-temps, on a déjà initié la formation d'une petite équipe de production de trois femmes de la région, qui sont alphabétisées. Elles font déjà circuler leurs reportages radio lors des réunions de "sanghams" pour tester les réactions à une radio qui sera exclusivement issue du peuple.

Les femmes veulent une radio à elles depuis longtemps. Le 2 octobre 1996, elles disaient à James Bentley, conseiller aux communications régionales de l'Unesco, qui visitait Pastapur : *"Nous travaillons sur plusieurs projets alternatifs. Leur réalisation revient maintenant à quelques femmes responsables qui se déplacent, travaillent jusqu'au milieu de la nuit dans des réunions des "sanghams", parlent à leurs consoeurs pour les convaincre de ce que nous voulons transmettre. Si nous avons notre propre radio, les problèmes que nous abordons toucheront un plus large ensemble de femmes. Cette radio donnerait aussi une plus grande crédibilité à notre message"*.

Sammamma du village de Bidakanna l'explique à sa manière. *"Nous raconterons comment nous avons acheté des chèvres, comment nous nous en occupons. Quels sont nos problèmes et comment nous les avons résolus. Comment nous en tirons profit. Les radios institutionnelles n'ont pas de temps à consacrer à ces détails. Elles restent dans les généralités. Pour les pauvres, cela n'a pas de sens. Ils ont besoin d'expériences concrètes. Notre radio peut répondre à cette demande. En partageant ces expériences, nous nous assurons aussi le soutien d'autres femmes pour nos actions"*.

Pushplata du village de Pastapur donne elle aussi son avis. *"Nous parlons toujours de cultures agricoles marginalisées, de gens marginalisés, de langues marginalisées ou de questions marginalisées. Ce qui n'intéresse pas les radios institutionnelles. Voilà pourquoi nous devrions avoir notre propre radio pour nous permettre d'aborder ces questions ensemble"*.

Et Susilamma du village de Metalakunta renchérit. *"Nous ne pouvons accepter la radio gouvernementale. C'est un instrument de propagande. Ils se rendent dans un village pour proclamer fièrement le nombre de buffles ou les parcelles de terre qu'ils ont donné. Mais cette radio ne permet pas aux pauvres femmes de dialoguer de leurs problèmes. Notre radio nous permettra de développer une analyse de nos expériences et de nos problèmes"*.

Ces femmes ont une perception intuitive du pouvoir des média et elles s'en serviront pour tenter d'améliorer leur existence et pour commencer à s'affranchir de leur condition inférieure dans un système de castes qui les opprime et les exploite depuis des générations.

Ann Ninan est journaliste à New Delhi pour l'agence de presse IPS (Inter Press Service).

(1) Doordashan, la chaîne gérée par l'état en Inde, se rapproche le plus d'un service public. C'est à travers elle que le gouvernement promeut le développement social, les programmes éducatifs, le contrôle démographique ou les programmes agraires. Les émissions de la DDS sont diffusées sur la chaîne Doordarshan de l'état Andhra Pradesh car elle est diffusée en "Telugu", la langue de l'état. La chaîne privée E-TV ajoute des sous-titres anglais car elle émet dans trois états du sud de l'Inde qui ont trois langues différentes.

Doordashan dépend du gouvernement. Elle exploite un service national, principalement en hindi et en anglais avec des services régionaux assurés surtout dans les langues locales et parfois en anglais. Au Kerala par exemple, dans le sud de l'Inde, la langue malayalam est

parsemée de mots anglais. La langue véhiculaire pour les états du sud est l'anglais et non pas l'hindi.

La chaîne E-TV est aux mains du groupe de presse Eenadu de l'Andhra Pradesh. Ce groupe, surtout de langue Telugu, est très lié au parti au pouvoir, le Telugu-Desam, qui appartient à une coalition gouvernementale dirigée par le parti de droite Hindu, BJP.

(2) Les programmes de la DDS comme celui consacré aux pluies torrentielles qui ont ruiné les récoltes sont conçus pour la télévision. L'objectif des femmes vidéastes est de diffuser leurs reportages en dehors des villages. Le documentaire Bawaldi a été montré dans plusieurs villages dont les habitants étaient apparus dans le film. Le film voulait faire connaître les activités de la DDS pour montrer aux autres communautés villageoises qu'elles aussi pouvaient créer un bawaldi.